



Rescue 18 vous propose un article traitant des numéros d'appels d'urgence utilisés en France. De l'histoire de leur création à l'évolution de ces numéros de **2 à 3** chiffres, découvrez à travers ces quelques lignes la naissance des numéros **d'urgence**, évolution majeure de notre société dans l'alerte des différents services de secours.

Histoire des numéros d'urgence

Autrefois, les téléphones n'existaient pas ou peu et certaines [villes ont équipé des lieux publics avec une borne d'appel](#), où il fallait briser la glace pour décrocher un combiné et ainsi être en contact direct avec la caserne du quartier sans passer par un standard.



<https://histoire.orange.com/fr/histoire-des-telecoms/moments-forts/>



Crédit photo : Brèves d'histoire

Car avant les cadrans téléphoniques, c'est par les opératrices que l'on passait du téléphone au standard téléphonique pour joindre son interlocuteur. L'appel d'urgence était transmis au commissariat ou à la caserne la plus proche. Étant donné la rareté des téléphones, il était nécessaire de connaître le numéro local de la caserne ou du commissariat le plus proche, même si les communications ont été automatisées en **1928**.

[Allo les pompiers ! CTA-CODIS quésaco ? - Partie 1](#)

Avec le [Plan de Numérotation](#) des numéros de téléphone de **1953**, les numéros en **dizaine** sont réservés aux numéros utilitaires : le "**10**" pour la **standardiste**, le "**11**" pour la **messagerie vocale**, le "**12**" pour les **informations**, le "**13**" pour le **réveil et les dérangements**, le "**14**" pour le **télégramme**, le "**15**" et le "**16**" pour le **changement de zone**, le "**17**" pour la **Police ou la Gendarmerie**, le "**18**" pour les **Sapeurs-Pompiers** et le "**19**" pour l'**international**.

Même s'il est **fondé** en **1968** à Toulouse, le **Service d'Aide Médicale Urgente** ne se voit attribuer le "**15**" qu'à partir de **1978**.



Histoire du “15”

En **1978**, le “**15**” est attribué au ministre de la **Santé** par le secrétaire d'État aux postes et télécommunications. C'est une victoire pour la Santé qui tentait depuis une dizaine d'années de faire de l'hôpital public le centre d'organisation des **secours d'urgence**. Le “15” est alors le numéro des **SAMU**, c'est-à-dire un ensemble de moyens **techniques** et **logistiques** permettant la coordination des **secours médicaux** à partir de **1980**.

Les centres 15 doivent répondre à toutes sortes d'appels : les appels de détresse des citoyens, les appels d'urgence des praticiens de garde, ainsi que les appels de médecins à la recherche de lits d'hospitalisation ou de produits manquants. Pour y répondre, des « permanents » sont formés en tant que standardistes et auxiliaires des médecins régulateurs. La réception de l'appel doit en effet permettre le déclenchement et l'envoi rapide d'une ambulance équipée, dans laquelle officie un médecin urgentiste.

Cependant, l'entrée du “15” dans le paysage des secours est la résultante d'une lutte entre les services du ministère de la Santé et ceux de l'Intérieur, dont dépendent la **police** et les **sapeurs-pompiers**. Depuis **l'entre-deux-guerres** et jusqu'en **1980**, les Français ont le choix entre composer le “**17**” qui est reçu par les forces de l'ordre, le “**18**” qui conduit aux pompiers, ou encore appeler un médecin ou un hôpital en composant un numéro dit « normal », à plusieurs chiffres et différents selon le lieu de l'urgence. Cette configuration est d'autant plus préjudiciable que le “17” ou le “18” ne permettent pas l'accès à des services médicaux. Certaines situations sont aussi graves que toute perte de temps a des conséquences importantes.

Cette question de la rapidité des secours devient encore plus pressante dans les années 1960 du fait de la croissance inquiétante du nombre et de la gravité des accidents de la route. Face à ce problème public, certains administrateurs du ministère de la Santé, assistés de médecins, tentent d'apporter des solutions et dénoncent “la concurrence” de numéros d'urgence consacrés à des incidents domestiques de moindre gravité.

Dans le début des années **1960**, **René Coirier**, le chef du bureau des secours

d'urgence au ministère de la Santé, a rapporté de missions à l'étranger, des exemples de plusieurs initiatives qu'il souhaiterait voir en France quant à la gestion des appels d'urgence médicale. D'abord **l'URSS**, où depuis les années 1960, les services fonctionnent à partir de **trois numéros** : un numéro consacré aux **urgences médicales**, le "**03**", un deuxième consacré aux **incendies**, le "**02**", la **police** pouvant être contactée par le "**01**". Les appels au "**03**" sont reçus par un **personnel spécialisé**, composé **d'infirmières** et de **médecins**, et les équipes médicales interviennent depuis des stations d'urgence. Autre exemple également étudié, la **Belgique**. La population dispose d'un **numéro d'appel unique** pour l'ensemble des secours, le "**900**", mis en service en **1959** à **Anvers**. Ces pays, relativement précoces, constituent deux modèles, le cas belge remettant en question l'idée d'une spécialisation de la réponse aux appels d'urgence.



Crédit photo : AFP

Ce n'est qu'en **1976** que cet enjeu conduit à des discussions entre les services de la **Santé** et de **l'Intérieur**, sous l'égide des autres ministères. Le **comité interministériel sur la sécurité routière**, créé en **1970** pour améliorer la qualité des liaisons entre les acteurs des secours d'urgence, est à l'origine de ces négociations. La situation est, pour leur part, compliquée par les représentants du ministère de la Défense qui exigent l'octroi d'un nouveau numéro à **deux chiffres** pour la **Gendarmerie**, ce qui porterait à **quatre** le nombre de numéros. Cette requête n'est finalement pas considérée, car elle est jugée **techniquement impossible** à réaliser par les ingénieurs des télécommunications.



Il serait possible de communiquer un numéro d'appel urgence unique pour satisfaire les différents acteurs, selon le modèle belge. Les téléphonistes seraient chargés de recevoir les appels aux services les plus proches et de répondre à l'urgence. Le ministère de la Santé s'oppose à cette solution, qui irait à l'encontre du secret médical et qui serait surtout une source de retard dans l'engagement des secours.

Histoire du “17”

L'institution actuelle est créée par la loi [n° 66-492 du 9 juillet 1966](#), portant organisation de la police en France. Cette loi unifie alors les services de la Sûreté nationale et la préfecture de police. Le [numéro d'appel d'urgence](#) de la Police nationale est le “**17**”, qui est d'ailleurs partagé avec la **Gendarmerie Nationale**. Les appels au “**17**” **Police-Secours** sont ainsi traités par l'une ou l'autre force de l'ordre en fonction de la **localisation** de l'appelant.

Alors que le numéro d'appel “17” est introduit en 1930, c'est en 1928 que les premières bornes de police de secours font leur apparition à Paris. Elles étaient implantées tous les 500 m environ. Dans les années 1970, le développement du téléphone a entraîné leur disparition.



Crédit photo : Brèves d'histoire

A l'époque, n'existent que les téléphones à cadran, et non pas à touches... En cas d'urgence, l'objectif est de passer l'alerte le plus rapidement possible ! Le **1** était au tout **début du cadran**, il suffisait donc de **parcourir 2 centimètres** avec son **doigt pour composer ce chiffre**. On peut alors se demander pourquoi ne pas avoir donné le "**11**" comme numéro d'appel national à la Police ? Quand on a cherché un **numéro d'appel** identique dans la **France** entière pour joindre **Police Secours**, ou les **Sapeurs Pompiers**, sachant qu'avant, il fallait connaître le numéro du commissariat ou de la caserne, on voulait évidemment deux **numéros** qui se **suivent**.



Téléphone à cadran

Or, le “**11**” était bien **disponible**, mais le “**12**” était déjà **occupé**, par les renseignements ! Juste derrière, le “**13**” servait aux **dérangements**, et le “**14**”, à joindre les **PTT**, puis, **France Telecom**. Le “**15**” était libre, mais le “**16**” était pris pour les appels **Paris-Province** et **Province-Paris** ! Les **deux seuls** numéros courts **libres** et **contigus** étaient donc le “**17**” et le “**18**”. Le “**19**” était l’ancêtre du “**00**”, pour les appels **internationaux**. Ainsi, naissait le “**17**” numéro d’appel des Forces de l’ordre.



Histoire du “18”

1892 est la date de l’adoption du **téléphone** dans les **avertisseurs** et les postes pour remplacer les appareils **télégraphiques** sur Paris. Cette innovation est une réelle plus-value pour le **stationnaire** qui possède la lourde responsabilité de

dépêcher les secours. Il peut désormais obtenir de précieux renseignements comme l'adresse exacte du sinistre, sa nature, son importance et donc évaluer le volume de "voitures" à faire partir.

En **1924**, tous les centres de secours **parisiens** sont désormais reliés au **téléphone urbain**. En demandant les **pompiers**, l'appel est automatiquement transféré à l'état-major, qui, par l'intermédiaire des "lignes de feu", retransmet l'alerte aux postes concernés.



Crédit photo : BSPP

En France, le **numéro** d'urgence pour les pompiers est le "**18**". La France dispose



d'un numéro dédié pour solliciter les sapeurs-pompiers, contrairement à d'autres pays, qui assure une **intervention rapide** et **efficace** en cas d'**incendie** ou d'autres **urgences médicales**, de part un **maillage** territorial exclusif. Cette approche unique permet d'éviter les confusions et de garantir le déploiement **rapide** des secours sur les lieux d'intervention.

C'est à partir de **1930** que les parisiens peuvent composer le "**18**" pour **alerter** les sapeurs-pompiers. Toutefois, les sapeurs-pompiers recommandent alors de n'avoir recours au "**18**" qu'en cas **d'ignorance** du numéro **d'appel** de la **caserne concernée**, et cela pour éviter toute **perte de temps**.

En **1972**, **quarante ans** après la mise en service du "**18**" dans la capitale, la réception est enfin **centralisée** grâce à la création du **Centre de Coordination des Opérations et des Transmissions (CCOT)**, au sein de l'état-major des sapeurs-pompiers parisiens.

En **1981**, l'arrivée de **l'informatique** à la **Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris** donne réellement au "**18**" toute son efficacité dans la procédure du **déclenchement de l'alerte**. Les logiciels utilisés se nomment successivement "**SYCORA**" puis "**SYNTIA**".

Au fil des ans, l'usage du téléphone se développe. Mais si, dans les **grandes villes**, l'appel au "**18**" relie directement le **requérant** à la **caserne**, dans les **petites bourgades**, c'est à la **mairie**, chez le **chef des pompiers** ou encore à la **Gendarmerie**, qu'aboutit l'appel au "**18**".

En France, **l'alerte** des pompiers s'est construite autour d'une **histoire** principalement **communale** avec des **diversités** et des **inégalités** flagrantes selon les territoires.

Histoire du "**112**"

Les numéros à **3 chiffres** apparaissent au début des années **1990**, le "**112**" est assigné par le **Conseil des Communautés Européennes** (de la **CEE**) pour toutes les **urgences** à partir de **1991**. Mais il faudra attendre la réforme de **1996** avec le passage des numéros de téléphone à **10 chiffres**, pour que le "**112**" apparaisse en France, ce qui a permis de réserver le "**115**" pour le **SAMU social**, le "**119**"



Service **N**ational d'**A**ccueil **T**éléphonique de l'**E**nfance en **D**anger, etc...

Créé en **1991** par le Conseil des communautés européennes, le “**112**” est le numéro d'appel d'urgence **européen unique**, disponible gratuitement partout dans l'**Union européenne**. En France, le “**112**” ne remplace pas les numéros d'urgence existants.

Si vous êtes impliqué dans un **accident** ou que vous en êtes **témoin**, ou si vous remarquez un **incendie** ou apercevez un **cambriolage**, vous pouvez appeler le “**112**”.

Ce numéro est **joignable** à partir :

- d'un téléphone **fixe** ;
- d'un téléphone **portable** ;
- d'une **cabine téléphonique**.

Il permet d'être en contact avec les services d'urgence **appropriés**.

Le numéro est **gratuit** et fonctionne **24/24h** et **7 jours sur 7**.

□ [#JournéeDu112](#) | Cette journée est l'occasion de rappeler à tous que le 112 est le numéro d'appel d'urgence unique, européen et gratuit.

□ Lors d'un appel d'urgence, facilitez l'intervention des secours en précisant les 3 points suivants □ pic.twitter.com/Hq5gbhuaod

— Ministère de l'Intérieur (@Interieur_Gouv) [February 11, 2023](#)

En **2011**, l'État a proposé un numéro d'urgence pour les personnes **sourdes** ou **muettes**. Le numéro “**114**” est attribué par l'**ARCEP** via le **Centre National de Relais “114”** depuis le CHU de Grenoble.

Selon une décision de la Commission Européenne, les numéros d'urgence pour enfants sont classés en numéros “116 ... » : enfants disparus (“116 000”), Enfance en danger (“116 111”, destiné à remplacer le “119”) et médecin de garde (“116



117", en complément de l'actuel "3966" pour les adultes).

En **2013**, plusieurs numéros courts apparaissent : le "**196**" pour les urgences en **mer** (à la place du "1616"), le "**191**" pour les urgences en milieu **aérien** et le "**197**" pour les **urgences attentats** (suite aux événements de Toulouse et Montauban).

Et demain ?

Comme vous avez déjà pu le lire dans [cet article](#), l'avènement de "**NexSIS 18-112**" doit permettre une certaine **interopérabilité** entre les **systèmes** de l'ensemble de la **chaîne de secours**, tout en garantissant une meilleure **résilience** qui s'appuie sur **un réseau commun** de collecte des **appels**. Cette interopérabilité permettra le **partage** d'informations, grâce à un système de gestion des alertes **multi-métiers** ("112") (Secours d'urgence, soins, sécurité publique...).

Le système vise à améliorer l'entraide entre SIS, notamment en cas de flux importants d'activités, de perte d'une plateforme de traitement, ou de besoin de renforts avec transmission automatique des données.

Les maires, les préfets, les **Centres Opérationnels Départementaux (COD)**, les **Centres Opérationnels de Zone (COZ)** et le **Centre Opérationnel de Gestion Interministérielle des Crises (COGIC)** bénéficieront de la collaboration et d'un **échange** facilité de données grâce à la plateforme numérique "**NexSIS 18-112**".

Les différents acteurs peuvent développer une vision partagée et instantanée de la situation opérationnelle grâce à la maîtrise de l'information et des flux de données (absence de double saisie des données par chaque acteur, amélioration du suivi des opérations...)

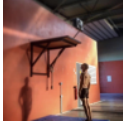


Conclusion

Dans un contexte sociétal de plus en plus complexe, il semble important et nécessaire de pouvoir mutualiser les moyens et compétences afin d'offrir aux requérants une réponse adaptée, rapide et efficiente et ainsi garantir une certaine



résilience de notre société face aux [aléas et risques](#) de la vie quotidienne, qu'ils soient ordinaires ou extraordinaires.



Author: [vincent.luneau](#)

Sous-officier de l'Armée de l'Air et de l'Espace Janvier 2001-Septembre 2005.
Sapeur-pompier professionnel depuis Septembre 2005, Sdis 78 puis Sdis 36.
Sapeur-pompier volontaire au sein du Sdis 91 de 2002 à 2010. Sapeur-pompier
volontaire SDIS 36 CTA CODIS. CATE, IMP 2, EAP 2, OTAU, OCO.